

Nezha Lahrichi: «C'est une inflation de croissance»

• **Signe de bonne santé de l'économie marocaine**

• **En 2007, il faut tenir compte de la sécheresse**

Le taux d'inflation enregistré au terme de l'année 2006 ressort à 3,3%. Nezha Lahrichi, économiste, PDG de la Smaex (Société marocaine d'assurance à l'exportation) et ex-conseillère à la Primature, estime que ce niveau n'a rien d'alarmant vu la dynamique de croissance enclenchée l'année dernière. Selon l'argentier du Royaume, celle-ci atteindrait 7,6% en 2006 au lieu des 7,3% initialement prévus (cf. www.l'economiste.com).

- L'Economiste: Que pensez-vous

du taux d'inflation de 3,3% enregistré en 2006?

- Nezha Lahrichi: C'est une inflation de croissance, un indicateur positif de bonne santé de l'économie marocaine. Il faut savoir que les causes de l'inflation font partie des questions économiques les plus controversées. Au Maroc, il y a deux explications au phénomène. D'abord, c'est une inflation importée en quelque sorte et qui est due notamment à la hausse des prix de l'énergie, principalement le pétrole, et aussi à celle des matières premières, elle-même due à la forte demande des pays émergents. Ensuite, il ne faut pas oublier que le Maroc importe beaucoup de biens d'équipement (ndlr: 40 milliards de DH à fin novembre 2006). Il faut ajouter à cela le fait que l'inflation provoque une pénurie de l'offre par rapport à la demande. C'est le cas par exemple de la demande de plus en plus croissante sur le foncier.

Nezha Lahrichi "C'est une inflation de croissance" (suite)



*Nezha Lahrichi: «Il faut éviter que l'inflation n'affecte la stabilité macroéconomique et les détenteurs de revenus fixes»
(Ph. Cherkaoui)*

- Croyez-vous qu'il y aura une exacerbation de l'inflation cette année?

- Economiquement, il ne faut pas que le taux d'inflation dépasse un certain niveau. Le Maroc est entré dans un cycle de croissance beaucoup plus soutenue que par le passé. Donc, il faut éviter que l'inflation n'affecte la stabilité macroéconomique et les détenteurs de revenus fixes, c'est-à-dire les salariés. D'où la nécessité de prendre en considération les indicateurs de l'infla-

tion sous-jacente. Cela veut dire exclure de l'indice du coût de la vie (ICV) les prix des viandes, du poisson frais, des légumes et fruits frais, du sucre, des tabacs et des transports privés⁽¹⁾.

- Quel taux serait alors soutenable?

- Il faut surtout prendre en considération les perspectives et les prévisions ainsi que les facteurs qui pourraient alimenter la hausse des prix. Il y a en premier lieu les rentrées de devises assurées par les transferts des Marocains résidents à l'étranger (MRE), les recettes du secteur du tourisme et les exportations qui s'inscrivent depuis quelque temps dans une tendance haussière (ndlr: + 13,1% à fin novembre 2006). En second lieu, cela dépendra également des prix du pétrole. Si le début de l'année en cours, ces prix ont enregistré une baisse significative sur le marché international, cela ne veut pas dire que la tendance se maintiendra dans les mois à venir. Par ailleurs, il y a la sécheresse qui s'est installée et qui risque de provoquer des effets d'entraînement sur d'autres secteurs, d'autres produits, d'autres services. C'est une ambivalence qui fait que l'on ne peut qu'espérer un taux d'inflation correcte qui n'affectera que peu notre économie. □

Propos recueillis par J. E. HERRADI

(1) La Banque centrale calcule en plus de l'inflation, l'inflation sous-jacente pour mieux cerner la tendance des prix et orienter en conséquence sa politique monétaire (cf. www.leconomiste.com).